

Regards Croisés



No:2
SEPTEMBRE 2011

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE

JACQUES HUBERT-RODIER

Editorialiste de
politique internationale,
Les Echos

SEMIH İDİZ

Journaliste, Milliyet

SAMI KOHEN

Journaliste, Milliyet

DIDIER BILLION

Directeur des publications de
l'IRIS, spécialiste de la Turquie
et du Moyen-Orient,
coordinateur des études de
l'Institut du Bosphore.

Cette nouvelle série d'études publiée par l'Institut du Bosphore réunit les opinions d'experts reconnus sur les questions liées à l'actualité politique, économique et sociale en Turquie ainsi que sur les relations franco-turques et turco-européennes.

A chaque édition, nous viserons à présenter les points de vue croisés d'observateurs turcs, français ou d'autres origines afin d'enrichir le débat sur nos préoccupations et interrogations communes.

Cette édition est consacrée spécialement aux récentes turbulences au Moyen-Orient et ses reflets particuliers en Turquie. Elle compile les réponses de Jacques Hubert-Rodier, Sami Kohen et Semih İdiz aux questions qui leur ont été posées sur le rôle et la place de la Turquie (tant économique que politique) dans cette agitation secouant le Moyen-Orient.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Bahadır Kaleağası
Président de l'Institut du Bosphore.

.....



ONDE DE CHOC DANS LE MONDE ARABE...

Didier Billion

Le Maghreb et le Moyen-Orient vivent depuis plusieurs mois une situation historique. Ces régions, qui nous étaient fréquemment présentées comme le trou noir des processus de démocratisation ayant touché la plupart des grandes aires géopolitiques depuis la chute du mur de Berlin, tant elles semblaient effectivement résister aux évolutions démocratiques, sont en train de faire la preuve qu'il n'existe aucune raison, culturelle, politique ou sociale, pour qu'elles restent en dehors de ce mouvement général d'émancipation.

Dans les premiers mois de ces mouvements de révoltes, les nombreux points communs qui existent entre les États de la région ont induit l'utilisation du concept d'effet dominos, pourtant les situations ne sont pas transposables. Il est faux de parler du monde arabe comme une sorte de masse informe dans lequel les mêmes causes produiraient les mêmes effets, c'est pourquoi il n'y aura pas d'effet dominos car il existe des configurations nationales différentes. Il est donc plus pertinent de parler d'onde de choc.

Pour de multiples raisons, les pays arabes se sont en effet progressivement affirmés comme des États-nations clairement différenciés. Leurs histoires respectives, l'existence et l'ancienneté d'un appareil étatique, les modalités de la décolonisation, les rapports de force politiques, l'existence ou non de regroupements politiques ou syndicaux, les rapports de la société à l'État, la réalité de l'institution militaire, l'ampleur du clientélisme et des réseaux d'allégeance, l'importance des tribus et/ou des ethnies éventuellement couplée à des questions confessionnelles sont autant de paramètres qui distinguent fortement les États les uns par rapport aux autres, même si au-delà de ces différenciations, les exigences sociales et politiques sourdent de l'ensemble des pays de la région.

Ainsi le profond mouvement qui traverse le Moyen-Orient et le Maghreb n'est pas et ne sera pas linéaire, les processus à venir sont complexes et se déclinent État par État, même si l'arrière-plan et les ingrédients qui alimentent la contestation sont similaires. Mais désormais rien ne sera plus comme avant : la peur est tombée et nous assistons à une formidable prise de conscience et de confiance. Nous avons en outre une nouvelle illustration des nouveaux paradigmes qui structurent désormais les relations internationales : les puissances occidentales ne peuvent plus organiser le monde selon leurs exigences. Ladite communauté internationale se trouve devant de formidables défis mais n'en continue pas moins pourtant à pratiquer le « deux poids-deux mesures ». Or, tous les peuples du monde sont dorénavant politiquement actifs et ceux du Moyen-Orient et du Maghreb ont clairement indiqué que les valeurs universelles de liberté et d'égalité étaient aussi les leurs.

Sur ces questions, il nous a semblé utile de demander leurs points de vue à trois journalistes turcs et français pour ce numéro 2 de « Regards croisés ».

Quel sens global peut-on donner à l'onde de choc politique qui parcourt le monde arabe depuis la fin de l'année 2010 ?

How do you analyze the political turbulences that the Arab world is experiencing since the end of 2010?

► **Jacques Hubert-Rodier** : A peine dix mois après le début des manifestations en Tunisie, l'onde de choc dans les pays du sud de la Méditerranée est loin d'avoir fait sentir tous ses effets. Le processus en Egypte qui a conduit à la chute de Hosni Moubarak, n'est pas achevé. En Tunisie, il est vraisemblablement beaucoup plus avancé vers la transformation des institutions mais il reste encore beaucoup à faire. La Libye n'en est qu'à ses débuts. Ce qui a changé c'est la vision du " monde arabe " sur lui-même, de sa capacité à faire bouger des régimes que l'on croyait éternels, mais aussi le regard du reste du monde sur cette partie du globe. Longtemps les puissances occidentales et asiatiques ont préféré le maintien du statu quo, quitte à soutenir des dictatures, par une sorte de crainte - frisant peut-être l'hystérie - de " l'islamisation " de la région. Mais ce qui est le plus frappant dans ces mouvements qui sont bien des " révolutions " même si elles sont inachevées et qu'à tout moment elles peuvent être confisquées, c'est cette aspiration à une plus grande liberté et à une représentation politique plus juste souhaitée par la population. De la chute des dictatures militaires en Amérique latine à celle en Afrique et au Moyen Orient, il y a une ligne vers plus de démocratisation. L'autre fait est que tous ces mouvements sont restés dans des " frontières nationales " même si la révolution tunisienne a fait tâche d'huile.

► **Semih Idiz:** The “Arab Spring,” as it has come to be known, was unexpected and unforeseen not just in the West but also in Turkey. The foreign policy of the ruling Justice and Development Party, or AKP, was predicated on cooperating with the existing status quo in the region. The idea was that the region would “evolve” with Turkey’s help towards more democratic states, based on liberal economies. “Revolution” however was never factored in. Today Turkey has to build new bridges in the region, as seen most notably in Libya. It is nevertheless clear from a Turkish perspective that the transition to stable political democracies in the region will not be easy, and that we are dealing with a long term effort which will clearly not be successful in all cases. Turkey will of course have a role to play in all this, but how significant that role will be in the end remains to be seen yet from today perspective, despite all the talk about the “Turkish Model.”

► **Sami Kohen:** After decades of political repression, the Arab world has entered a period of change and transformation. The so-called Arab Spring has rapidly spread across North Africa and the Middle East, reflecting the strong will of the Arab masses to attain freedom, justice, human dignity and prosperity. This was the inevitable manifestation of the march of history. It had to happen one day. It is happening now. This movement is eventually going to change one way or another the political and social structures in the region. The process is not going to be easy and it may take a long time, dominated by uncertainty about the outcome.

L'idée de " modèle turc " vous paraît-elle pertinente pour les pays du monde arabe qui cherche à se démocratiser ?

Do you consider the idea of "Turkish model" relevant to the Arab countries seeking democratization?

► **Jacques Hubert Rodier** : La Turquie se veut plus " source d'inspiration " que modèle. Il est difficile de concevoir une évolution similaire de pays comme l'Egypte, la Libye, la Tunisie, vers un modèle de république kémaliste, comme les successeurs d'Atatürk l'ont idéalisé par la suite. Il peut néanmoins y avoir des traits communs pour un pays comme l'Egypte. Depuis la chute de Moubarak, c'est l'armée qui assure la réalité du pouvoir et qui, en cas d'une poussée des fondamentalistes trop forte dans la vie politique égyptienne, pourrait à tout moment réagir. Mais est-ce un modèle ?

Surtout que la Turquie s'est éloignée de la notion d'un rôle de dernier recours de l'armée pour défendre la démocratie turque. Je ne vois pas non plus l'armée dans des pays comme la Tunisie ou la Libye jouer un rôle similaire.

L'interrogation porte plus bien entendu sur l'" AKP " qui se présente sous l'étiquette d'un "islam politique modéré".

Il est vraisemblable qu'en Egypte et en Tunisie actuellement, cette évolution n'est pas exclue. Les Frères Musulmans en Egypte sont loin d'être une organisation monolithique. De même en Tunisie les mouvements islamiques. Il faudrait aussi connaître les grandes lignes de la prochaine constitution que la Turquie compte adopter. Est-ce que cela sera un régime présidentiel fort comme le connaît par exemple un pays comme la France depuis 1958 ? Et ce type de régime peut-il s'appliquer de la même manière dans le monde arabe ?

Regards Croisés



► **Semih Idiz** : The Turkish model has been touted a lot in relation to the region, but it is clear that you can not transfer a regime as it is from one country to another because of sociological and cultural reasons. Secularism, for example, is a key element of the “Turkish model”. However, this is not a concept that is much appreciated in most Islamic countries. There are aspects of Turkey’s experience which may, nevertheless, provide and inspiration for some countries in the region as they try to advance democracy. The most significant lesson from the “Turkish Model,” however, is that the march to democracy and freedoms is not an easy one since Turkey has been working to this end for nearly a century, having had many road accidents as it moved on.

► **Sami Kohen**: The so-called Turkish Model may be a source of inspiration for the Arab world. But this is not a ready-made suit that fits all nations in this geography. Certainly there is a lot that the Arabs can learn from the Turkish experience on political, social and economic development. But each Arab nation has its own conditions and at the end of the day they may prefer to develop their own model. However a close study of Turkey’s achievements by the new Arab regimes may prove quite beneficial.

Comment expliquez-vous les très différents types de réaction de ladite communauté internationale face aux crises libyenne et syrienne ?

How do you explain different types of reactions of the so called international community, to the Syrian and Libyan crises?

► **Jacques Hubert - Rodier** : Pour la Libye, la Russie et la Chine, même réticentes, ne se sont pas opposés à l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui ouvrait la voie à l'application d'une zone d'interdiction de survol. Mais surtout la Ligue arabe avait déjà retiré tout soutien à Mouammar Kadhafi. Il ne faut pas oublier que c'est au nom du droit à la protection des populations civiles que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se sont militairement impliquées.

En revanche, ni la Russie ni la Chine n'ont l'intention pour le moment de lâcher le régime de Bachar al-Assad même si la répression est de plus en plus forte. Toute résolution au Conseil de sécurité se heurterait à leur veto. La Turquie n'a que très récemment montré des signes clairs d'abandon du régime baasiste en Syrie. Mais il y a aussi une autre caractéristique : l'Iran verrait d'un très mauvais œil une " ingérence " en Syrie.

Mais il est aussi évident qu'une intervention militaire pour protéger les populations syriennes menacées serait d'une autre ampleur que celle menée en Libye. Déjà l'opération menée sous le drapeau de l'OTAN a duré dans ce dernier pays plus longtemps qu'initialement envisagé. Un des derniers arguments avancés est le fait qu'il n'existe pas actuellement un mouvement d'opposants en Syrie structuré qui appellerait à une intervention. Mais peut-on laisser faire ? Ce qui est frappant c'est la faiblesse de la mobilisation des opinions publiques dans le monde sur la question syrienne. Comme si nous n'étions que des spectateurs...

► **Semih Idiz** : The reasons for the different approaches from the international community, and also from Turkey, to the Libya and Syria cases are based on perceptions to do with national interest and strategic considerations. In the case of Libya it is clear that it was the economic interests, and mainly in the energy and contracting sectors, that were the main driving forces. In Syria, case however there is a realization that what happens in that country will have major and not necessarily positive implications for the Middle East, both in terms of the peace process, and in terms of sectarian strife. That is why a more cautious line was displayed towards Damascus by the West. Turkey, which has now turned against the Assad regime, had to be doubly careful with Syria because of the 850 km border it shares with the country, and the potential for serious fall-out from there, whether this be in terms of a flood of refugees, or the fact that separatist Kurdish terrorism will want to avail of any confusion in that country which also has a restive Kurdish population.

► **Sami Kohen**: The Arab world is not homogeneous and each country has its own political and social conditions. It is natural for the so-called international community, which is not homogeneous as well, to have different views and attitudes on the Libyan and Syrian crisis. In fact there was relatively a consensus at the UN Security Council at the start of the Libyan crisis which enabled NATO to launch a military campaign against the regime. The same was not - and still is not - possible regarding the situation in Syria, mainly because of different attitudes of major powers. We still live in a world where interests prevail.